

QUARANTE ANS APRES.
REFLEXIONS CRITIQUES D'UN HISTORIEN DEPORTE

Lorsque l'Association des Historiens sortis de l'Université de Liège m'a demandé de prendre la parole à l'occasion du 40e anniversaire de la libération des camps, j'ai accepté sans hésitation. Il m'a semblé avoir encore quelque chose à dire à des collègues, non pas sur l'histoire de la guerre mais sur le témoignage écrit que j'en ai donné jadis.

M'efforçant de dépasser ma personne et son aventure, qui est celle de milliers d'autres, je voudrais m'appliquer à moi-même les interrogations redoutables de la critique historique, au cours d'une causerie à bâtons rompus. La première partie de cet exposé est consacrée à des réflexions méthodologiques. La seconde propose un parcours rapide de mon itinéraire, avec des notes sur les moyens et sur les limites de l'information en temps de guerre.

*

* *

Une question préalable. Pourquoi rédiger ses souvenirs de captivité ? Je ne puis répondre que pour moi, bien sûr. J'avais toujours songé, lorsque j'étais prisonnier, que je devrais, comme historien, porter témoignage à mon retour. A cette fin, j'ai emmagasiné dans ma mémoire des observations diverses que je me promettais de reprendre, si j'avais la chance de revenir. J'avais même griffonné quelques notes, cachées dans mon vêtement. Elles m'ont été prises, avec le vêtement, à mon grand désespoir, lors de mon arrivée à Gross-Rosen.

Je suis donc revenu, blessé et malade, sans notes mais non sans souvenirs. C'est Marie Delcourt, que je voyais beaucoup à cette époque, qui, dès 1945, m'a conseillé d'alléger ma mémoire en écrivant, de me débarrasser de mes souvenirs pour pouvoir les oublier.

L'idée était bonne, encore qu'on ne puisse pas tout oublier, malgré l'autocensure qui nous préserve des cauchemars. J'ai fait des fiches, j'ai échangé des souvenirs avec d'autres rescapés. Enfin, je me suis attelé à une rédaction continue, non sans mal, car j'avais retrouvé à l'Université, dès 1946, un programme copieux d'enseignement et de recherche.

J'ai publié mes souvenirs en 1947, sous le titre *A l'ombre de la mort*. Deuxième édition en 1965. Troisième édition en 1985 (1).

Dans un souci d'autocritique, je me suis fait à moi-même cette objection : publier ses souvenirs de guerre, n'est-ce pas magnifier la guerre et encourager la haine ?

Je réponds nettement : non ! Je ne loue pas la guerre et je ne justifie pas la haine. Certes, je milite pour le pardon et la réconciliation; je ne préconise pas l'oubli, ni comme historien, ni comme chrétien, surtout depuis que Faurisson et autres nient en bloc le système concentrationnaire et son oppression intolérable.

Je me suis vite aperçu qu'on n'écrit pas ses souvenirs comme on écrit un article d'histoire. L'histoire écrite par les historiens est, au mieux, la représentation raisonnée du passé des hommes. On l'a dit et répété : l'histoire est la mémoire de l'humanité. Quant à la critique historique, elle se définit comme l'art de distinguer le document vrai du document faux, le témoignage exact du témoignage indigne de foi. La critique historique impose à l'historien de rechercher les sources, de les contrôler, de les mettre en oeuvre correctement.

Exemple. Si je veux écrire une histoire de la guerre 1939-1945, je dois d'abord connaître les sources de ce passé, rassembler les documents écrits par des témoins : renseignements officiels d'origine politique et militaire, non seulement sur la situation mouvante d'un pays, mais se rapportant à tous les belligérants. J'y ajouterai les mémoires des hommes politiques et des chefs militaires des deux camps, sans exclure les témoignages des témoins survivants. Voilà quelques-unes des sources indispensables.

Où sont les sources lorsque j'écris mes propres souvenirs ? En moi, presque toutes. Comment les contrôler ? Par les souvenirs des autres quand on peut les obtenir. En dernière analyse, le plus souvent, le mémorialiste est seul avec ses souvenirs évanescents et avec sa conscience. C'est le moment de peser les affirmations, de distinguer le "je sais" du "je pense", le "j'ai vu" du "on m'a dit", et enfin le certain du vraisemblable. Les souvenirs d'un historien ne sont pas meilleurs que les autres; ils sont, comme tous les souvenirs, des documents; ils ne constituent pas une synthèse, ils ne sont que des matériaux de base pour l'histoire.

Je suis heureux d'avoir beaucoup oublié, mon équilibre personnel y a gagné. Mais que dirais-je à une commission d'enquête ?... Aujourd'hui, en 1985, je me rappelle moins bien 1945 que 1925 (j'avais 19 ans et j'étais en seconde candidature). Souvent, en me relisant, je m'étonne moi-même et je dois me croire sur la foi de ce que j'ai écrit jadis.

Les souvenirs sont des documents, ai-je dit. Comment en faire la critique avant de les utiliser ? Tout d'abord, en 1946, lorsque je rédigeais mon témoignage, j'avais parfois la possibilité de recouper mes souvenirs par ceux de mes compagnons. Je me rappelle René Beelen, Jacques Grippa, Gilbert Bontemps, avec lesquels j'ai tant discuté.

Certaines de mes affirmations, je les dois à d'autres témoins. Exemples. A Breendonk, je n'ai pas été mis au travail. Ce que je sais du travail, je le tiens des camarades qui en revenaient chaque soir dans ma chambrée. A Nordhausen, je n'ai pas pu apprécier moi-même le

nombre des victimes du bombardement du 4 avril 1945. C'est au colonel Rustin, chef du 6e bataillon belge, que je dois cette prudente évaluation : 1 200 morts. Sur moi-même, lors de la libération du camp, la lettre d'Etienne Hélin à ses parents, le 18 avril, m'a apporté des précisions que j'avais totalement oubliées.

D'autres éléments de contrôle sont venus plus tard. Lettres de lecteurs de ma première ou de ma deuxième édition. Lettre de 1956, totalement imprévue, de l'archiviste de la ville de Nordhausen, en R.D.A. Témoignage oral d'un aviateur belge de la R.A.F., le général Donnet, ayant participé au bombardement de Nordhausen. Publication des souvenirs d'autres déportés (Jean Michel, Yves Béon, etc.) Enfin, j'analyserai, à titre d'exemple, une relation publiée par un ancien ministre de Pétain, Jérôme Carcopino, de l'Académie française, dans son livre-plaidoyer : *Souvenirs de sept ans*, Paris, 1953, p. 663. "Dans le courant du mois de mai 1944, mon collègue de la Sorbonne, M. Millardet, vint me voir rue d'Ulm : il voulait m'avertir que le beau-frère de son gendre, M. Halkin, professeur à l'Université de Liège, avait été traduit devant le conseil de guerre local pour activités subversives. M. Halkin avait été élève, au titre étranger, de l'Ecole Normale, et je signalai tout de suite à M. Roy la menace qui pesait sur cet "archicube". Par une chance invraisemblable, l'officier du Majestic avec qui M. Roy était en relations obligées presque quotidiennes, le docteur Reiprich, comptait des amitiés à la Kommandantur liégeoise, et le 20 mai M. Millardet revenait m'annoncer l'ajournement *sine die* du procès. Aujourd'hui, M. Halkin occupe de nouveau sa chaire à l'Université de Liège, et j'ai depuis lors reçu de lui des tirages à part qui prouvent que cet historien a retrouvé, intacts, son talent et sa capacité de production scientifique."

Tout cela est sympathique, vrai dans l'ensemble, mais est semé d'imprécisions ou d'erreurs. La Kommandantur de Liège n'a eu aucune part dans mon arrestation. L'ajournement de mon procès en mai 44 n'est pas le résultat d'une intervention bénéfique mais l'application du décret *Nacht und Nebel*. Ce n'est que récemment que j'ai compris ce mécanisme que Carcopino ignorait aussi. Enfin, les tirés à part sont ceux de mon père, latiniste comme Carcopino.

Je signale aussi quelques documents provenant du Ministère de la Santé à Bruxelles : registre d'écrou de la prison de Saint-Gilles, fiche personnelle de l'infirmerie du camp de Dora, listes de déportés du camp de Gross-Rosen, etc. Jean Dujardin a retrouvé dans les Archives de la Sûreté le texte du télégramme envoyé à Londres par la Résistance au lendemain de mon arrestation. J'en ai publié la photocopie. Tous ces documents permettent des contrôles ponctuels.

J'écarte bien sûr les témoignages irrecevables. En voici quelques-uns. Lorsque je suis revenu, avec d'autres, de Nordhausen vers notre pays, en passant par Paris, dans un avion américain, transporteur de troupes, qui revenait à vide de l'Allemagne, nous étions une vingtaine, heureux comme des enfants de rentrer dans d'aussi bonnes conditions. J'ai alors entendu un camarade de Liège expliquer à un autre que, dans le Kommando où il avait travaillé, les Allemands obligeaient les déportés à se servir de brouettes à roues carrées. Hé bien,

c'était une légende ! J'ai moi aussi poussé ces brouettes. Leurs roues étaient ovalisées par l'usage, tout simplement.

Plus grave, l'affirmation d'un résistant de bonne foi, annonçant durant l'été de 1945 que nos dossiers avaient été dérobés à la Gestapo. Je n'ai jamais pu obtenir confirmation de ce fait insolite et je crois aujourd'hui que nos dossiers sont partis avec nous pour l'Allemagne.

De même, récemment, un camarade m'a parlé de milliers de morts dans la baraque que nous occupions à Dora. Or, la baraque ne contenait que neuf cents hommes... De même encore, l'affirmation qu'il y avait des chambres à gaz dans des camps qui n'en comportaient pas, mais où les corps des déportés, morts d'épuisement ou d'épidémie, étaient brûlés dans des fours crématoires.

Soit dit en passant, c'est en partie à cause de ces témoignages peu sérieux que certaines personnes mettent en doute tous les témoignages sur les camps de la mort et particulièrement sur l'holocauste.

Par ailleurs, je n'ai jamais eu l'illusion d'écrire l'histoire des camps et de la déportation. Un tel projet demande autre chose qu'un témoignage isolé. Tout ce que je souhaitais, c'était restituer l'atmosphère et le climat de la captivité dans laquelle les meilleurs des nôtres ont été engloutis. L'histoire des camps, je ne la connais pas encore. Je ne connais aucun livre sérieux qui puisse se présenter légitimement comme histoire des camps, histoire de la concentration.

J'ajoute qu'un Prisonnier Politique ne pouvait pas comprendre le système concentrationnaire, à moins d'être proche de la direction des camps. Des Allemands et des Autrichiens ont eu cet avantage sans être nécessairement des collaborateurs. Il en est ainsi d'Eugène Kogon et de Langbein. David Rousset a recueilli des informations exactes d'un ami Kapo, - ce qui ne l'a pas empêché de demeurer un honnête homme, - et a pu écrire des ouvrages valables. Pour moi, je n'ai commencé à comprendre la question dans son ensemble qu'il y a quelques années, et non sans peine. Le livre de Kogon, *L'enfer organisé*, reste le meilleur guide, bien supérieur aux ouvrages plus récents d'Olga Wormser.

Aujourd'hui, après quarante ans, mon intention n'est pas de reprendre et de raconter mon histoire. M'adressant à des historiens, je préfère dire comment j'ai perçu, dans la Résistance et dans la déportation, l'histoire de la guerre, cette histoire que vous connaissez, et que vous enseignez. Deux de nos collègues ont récemment publié un dossier historique sous le titre : *Le prix de la liberté* (2). C'est un instrument de travail utile et opportun en cette année 1985.

Je mesure la distance qui sépare l'histoire vécue de l'histoire apprise dans les livres. Ce que je vais vous dire ne m'a jamais été enseigné, et pour cause. En 1940, j'avais passé l'âge de l'école...

En 1938, j'avais commis l'erreur de croire que les Accords de Munich avaient sauvé la paix. Le drame de Dantzig m'a ouvert les yeux, mais il a fallu 1940 pour que je prenne la mesure de l'événement.

Le 10 mai de cette année extraordinaire, je vais avoir 34 ans, je ne suis pas mobilisable, j'ai cinq enfants et je suis chargé de cours depuis trois ans.

Ma première réaction, au petit matin : l'incrédulité. Ce n'était pas possible... Ma deuxième réaction : un soulagement puéril. Je ne ferai pas mon cours ce vendredi à 9 heures; un cours insuffisamment préparé, je le confesse. Puis commencent les choses sérieuses. L'argent ? J'ai trois cents francs. Ma femme attend un enfant pour bientôt. J'ouvre pour la première fois mon livret de mobilisation civile : j'y lis que je ne puis quitter Liège et que je dois attendre des instructions, qui ne viendront jamais. Toutes bonnes raisons de ne pas céder à la panique générale. Je traverse la Meuse, et ma famille s'installe chez ma soeur à Burenville. Pour les enfants, les vacances commencent, merveilleuses. Le 11 mai, je vois un soldat belge, le premier et le dernier, un téléphoniste, sans téléphone. Le 12 mai, les ponts sautent. Les Allemands arrivent à Liège, mais sur la rive gauche !

Le 28 mai, coup de tonnerre de la capitulation. Pour moi, un jour beaucoup plus douloureux que celui de l'invasion. La fièvre léopoldienne, cet incroyable culte de la personnalité, ne m'a pas atteint. Rentrés à l'école, chez les "chères soeurs", mes enfants en rapportent des affirmations surprenantes. Le roi reste le chef de l'Etat, le seul ! Je m'efforce d'expliquer que, lorsque le roi est dans l'impossibilité de régner, ses pouvoirs sont exercés par son gouvernement. Mon aîné, sept ans, traduit ainsi ma mise au point : "C'est Pierlot qui est le roi !", non sans provoquer chez ses professeurs un étonnement indigné, et d'ailleurs justifié.

Le 10 juin, c'est la naissance de notre fille Lucie. Retour dans notre maison de la rive droite en juillet. L'Université est fermée. Je revois quelques élèves en août et j'apprends la mort de ma première élève, Denise Van Dooren, tuée sur les routes de France le 18 mai. Octobre : rentrée universitaire dans une atmosphère feutrée alors que, en 1914, l'Université n'avait pas rouvert ses portes.

Le problème de la Résistance se pose rapidement. L'envie de faire quelque chose se heurte aux arguments de l'attentisme. Mais la résistance à l'oppression fait partie des droits de l'homme.

Pour mon premier essai, j'entreprends d'éditer, avec quelques amis, un journal clandestin *Ici la Belgique libre !* qui ne connut que quelques numéros. Je n'avais pas mesuré la difficulté de rédiger, d'imprimer et de distribuer un clandestin. Un collègue me fit remarquer, à juste titre, qu'il serait aisé pour la police allemande d'identifier ma machine à écrire. Un autre, à qui je proposais un exemplaire dans les couloirs de l'Université, me dit : "Reprenez-le, on pourrait nous fouiller !" C'était un sage... Je dois reconnaître que je n'ai pas compris alors l'importance de la presse clandestine quand la presse officielle est dominée par la propagande ennemie.

11 novembre 1940. Manifestation estudiantine devant le monument aux morts de l'Université. Je n'y ai pas participé, mais, passant là par hasard, j'ai été interrogé par quelques policiers allemands, avec

d'autres professeurs. L'interprète, en uniforme noir, était Karl Nossent, ancien étudiant en histoire.

L'enseignement ? J'avais mes cours, plus le cours d'histoire contemporaine de Robert Demoulin, prisonnier en Allemagne pour cinq ans. J'ai fait, avec joie, des leçons sur la Révolution française, puis sur Napoléon, que je déteste. Je me suis senti très soutenu par les étudiants, bien que je n'aie jamais cité le nom de Hitler. Je devais retrouver dans les camps plusieurs de ces étudiants.

Un jour, à la sortie d'un cours, je suis attendu dans l'anti-chambre par une jeune fille qui me dit en excellent français : "Je suis Mlle Kraut. Mon père, officier de l'armée allemande, habite Liège. Je me suis inscrite à l'Université. Vos cours d'histoire contemporaine ne ressemblent pas à ceux que j'ai reçus en Allemagne." Je ne sais si je dois remercier et je m'informe des projets de cette étudiante exceptionnelle. "Je prépare, dit-elle, un mémoire sur le mouvement rexiste." Je l'interromps : "Vous nous direz combien d'argent Degrelle a reçu des Allemands." Réponse immédiate : "Nous le méprisons trop pour l'aider financièrement." En fait, cette jeune fille, d'ailleurs mal informée, n'appartenait pas au parti national-socialiste. Je ne l'ai jamais revue.

L'optimisme est rare en cette fin de 1940 et au début de 1941. L'Europe occidentale est occupée par l'Allemagne hitlérienne qui a gagné la première manche et réorganise son armée. Churchill est seul en face de Hitler.

Tout change lorsque, le 22 juin 1941, l'Allemagne attaque l'U.R.S.S. et lorsque, le 7 décembre de la même année, après Pearl Harbour, l'Amérique entre en guerre. La lutte reprend et, dès la fin de 1942, les hommes avertis ne doutent plus du destin final de l'Allemagne : que ce soit à Stalingrad ou à El Alamein, en Afrique du Nord ou dans la mer de Corail, les puissances de l'Axe sont en recul.

Au printemps de 1943, - je passe vite ! - j'habite à Tilff, où je reçois un jour la visite d'un inconnu qui me dit : "Je m'appelle Hector. Je viens de la part de Fernand Demany, votre cousin, vous proposer une participation à l'aide aux réfractaires du travail." Je souligne en passant l'imprudence de ce contact. Aucune preuve ! Aucune confirmation ! Je n'ai su qu'après la guerre que "Hector" était André Wendelen, qui devait finir sa carrière comme ambassadeur à New Delhi. L'histoire de la Résistance est remplie d'imprudences de ce genre, qui ont facilité la tâche de la Gestapo.

J'accepte cependant et je suis flanqué de deux collaborateurs syndicalistes de grand format : André Renard et Jean Nysthoven, un socialiste et un chrétien. L'argent, envoyé de Londres, m'était transmis par des messagers sûrs. Tout va bien !

Un peu plus tard, je reçois un résistant qui se fait appeler Christiaens et qui coordonne l'action d'aide aux réfractaires dans les neuf provinces. Il appartient comme moi au Front de l'Indépendance.

C'est par lui que je serai dénoncé, involontairement, bien sûr. Le dit Christiaens est un communiste, comme Demany, sans domicile légal.

Autre erreur d'organisation ! Pris dans une raffle, il donne l'adresse de son domicile clandestin. Les Allemands y trouvent un rapport prêt à être envoyé à Londres avec les noms des responsables provinciaux du service qui s'appellera plus tard le Service Socrate. Christiaens, - je ne donne pas son nom véritable, - mourra en Allemagne.

Le lendemain, 17 novembre, je suis arrêté, en même temps que d'autres, parmi lesquels Jean Nysthoven. André Renard échappe au coup de filet parce que son prénom manque au rapport de Christiaens et qu'il y a trop de personnes appelées Renard dans la région liégeoise. Mon arrestation est banale. Je n'ai pas bronché quand l'officier me dit : "Vous serez à Breendonk ce soir." En effet, je ne croyais pas ce que la radio anglaise racontait au sujet de ce camp. J'attendais des preuves. J'ai été servi !

Dans l'auto qui m'emmène de Tilff à Liège, un jeune S.S., Karl Nossent, que j'avais vu déjà à l'Université, me dit : "J'ai lu votre étude *La Wallonie devant l'histoire*." Je ne réponds pas. Après une halte, boulevard d'Avroy, à la Gestapo, pour un interrogatoire musclé, je repars, menottes aux points, vers Breendonk. Mon imagination me peint plusieurs avenir à la fois. D'abord, le plus sinistre, le plus vraisemblable : la prison et la mort. Ensuite, - pourquoi pas ? - je me raccroche à l'aventure d'un historien que j'ai bien connu et beaucoup admiré, Henri Pirenne, qui, à l'autre guerre, est revenu d'Allemagne avec le manuscrit de son *Histoire de l'Europe*.

Je suis arrivé à Breendonk l'après-midi du même jour. Immatriculé, habillé d'un vieil uniforme de l'armée belge et chaussé de sabots, je suis introduit dans la chambre six. J'oubliais de dire que ma veste portait l'insigne rouge et blanc réservé aux communistes, alors que je suis sans parti, mais non sans engagement.

La chambre à laquelle je suis affecté comprend une quarantaine d'hommes, en majorité des communistes, de vrais communistes. Aucun ne me connaît et je n'en connais aucun. Tout de suite, on me demande des nouvelles de la guerre. Et ici, nous retrouvons encore les problèmes de l'histoire et de l'information. Je réponds naïvement : "J'ai entendu hier, à la radio anglaise, que Staline remerciait Roosevelt pour ses convois d'armes et de munitions." Aussitôt, je vois les visages se fermer. Je ne suis pas un vrai communiste ! N'importe, l'accueil est fraternel et je n'aurai qu'à me louer de mes nouveaux camarades. J'entre dans leur vie, je partage leurs espoirs comme leurs peines. Je n'ai même pas le temps de comprendre que la captivité qui commence est pour moi un échec, la fin de l'action.

Je suis aux arrêts de chambre, comme pas mal d'autres, et notre vie est réduite à des conversations infinies. Que de discussions, toujours courtoises, sur Marx, Engels, la Commune, la Révolution russe et même l'impérialisme finlandais, dont je ne m'étais jamais aperçu... Ces échanges ne menaçaient pas notre amitié et les communistes de la chambre six supportaient que je leur dise : "Votre idéologie me déçoit autant que votre idéalisme me séduit."

Notre vie intellectuelle est intense. Que d'heures creuses meublées par les leçons des uns et des autres ! Sans livres, sans papier, sans

fiches, les professeurs refaisaient leurs cours. Pour ma part, j'ai analysé les causes de la Réforme, étudiées avec mes élèves quelques semaines auparavant.

Noël 1943 ! Très tôt, dans le silence du matin, j'ai entendu pour la première fois les cloches de l'église du village. C'était tout, mais j'ai imaginé le reste.

Je passe sur les interrogatoires, toujours attendus, toujours imprévisibles, toujours cruels. Que de souvenirs tragiques de tout cela ! Les trois dernières semaines, février-mars 44, cinquante hommes sont fusillés, sur cinq cents. Souvenirs, dis-je, et il en est que j'avais cru oubliés et qui m'ont été extorqués il n'y a pas longtemps. Un journaliste de la Radio Télévision belge m'a demandé : "Quel est votre souvenir le plus désagréable, le plus cruel ?" J'ai cherché honnêtement et je lui ai dit ce que je n'avais pas écrit : "La dernière fois que l'on a fusillé des camarades, lorsque les condamnés passaient dans le couloir, j'ai entendu un jeune homme qui pleurait en disant : *Je suis trop jeune pour mourir.*" Pourquoi avoir oublié cela ? Je suppose que c'était ma sensibilité personnelle que je devais épargner. Mais il est sûr que la peur de la mort nous habitait tous; elle ne nous a pas quittés. Il ne nous restait qu'à survivre dans l'honneur et dans l'espérance.

Tout notre groupe de l'aide aux Réfractaires a quitté Breendonk en mars 1944. Nous étions devenus des N.N. mais nous ne savions pas que notre procès n'aurait jamais lieu et que, selon le décret de Keitel, du 7 décembre 1941, nous serions envoyés en Allemagne pour y être mis au travail, sans contact avec les nôtres : pas de lettres, pas de colis, rien ! C'est une façon à la fois de supprimer les fameuses affiches de condamnations à mort et de décharger les prisons belges sans autre forme de procès. *Nacht und Nebel*, c'était déjà "l'ombre de la mort", mais heureusement je l'ignorais.

Nous commençons par un arrêt à la prison de Saint-Gilles à Bruxelles. C'est une fausse prison médiévale, avec des créneaux, une prison préventive, - plusieurs camarades de cellule en partiront pour être jugés et exécutés, - et une prison de triage. J'y ai passé quelques semaines relativement agréables. J'y ai expérimenté la fameuse perméabilité des prisons, qui est l'avantage des prisons surpeuplées. Les nouvelles de la guerre y parvenaient par de nouveaux arrivants. Grâce à un avocat de Bruxelles, arrêté par erreur et relâché rapidement, j'ai pu recevoir des nouvelles du monde et, lors de son départ, lui faire transmettre des nouvelles à ma famille. C'étaient les dernières nouvelles du prisonnier avant qu'il ne s'enfonce dans la nuit.

Le 6 mai, nous quittons Saint-Gilles, en train, vers l'Allemagne. C'est le grand départ. Nous observons sur notre chemin le résultat des bombardements alliés. Les Ateliers de la Dyle ont été touchés. Par contre, le pont du Val-Benoît est toujours intact. Une heure d'arrêt à la gare des Guillemins à Liège. Pendant cette heure, assis, sans pouvoir bouger, j'ai aperçu un élève, un voisin. Je crois n'avoir jamais dit à notre président Jacques Stiennon qu'il est ainsi passé, digne, et sans me voir.

Nous traversons l'Allemagne dévastée et après cinq jours d'un voyage correct, si j'ose ainsi dire, le 10 mai 1944, nous arrivons au pénitencier de Gross-Strehlitz, en Silésie, aujourd'hui en Pologne.

Nous allons y vivre quelques mois. Des souvenirs étranges me sont restés en mémoire. Par exemple, le débarquement du 6 juin. La nouvelle en a été donnée très rapidement par un gardien communiste. Je me rappelle aussi la chute d'un avion allié qui bombardait le voisinage. Je revois le parachutiste sous son dôme argenté et nous étions persuadés que cet avion venait pour nous délivrer. Ensuite, l'attentat du 20 juillet. Nous l'avons appris très vite aussi parce que les Allemands avaient mis des hommes armés sur les toits. Ils ont eu très peur ce jour-là. Les discussions entre camarades de cellule ont été curieuses : dans combien de temps viendrait notre libération par les alliés ? Les optimistes disaient trois jours et moi, fidèle aux principes de la critique historique, je repoussais cette affirmation comme déraisonnable et je donnais mon estimation : trois semaines ! C'était le 20 juillet 44 et nous avons été délivrés en avril 45...

En octobre 1944, le séjour débilisant sans être cruel de Gross-Strehlitz va s'achever dans l'euphorie. Nous sommes avertis que l'on va nous conduire dans un camp de la Croix-Rouge. Ce sera, hélas, après quelques heures de voyage, l'arrivée au camp de concentration de Gross-Rosen, également en Silésie, aujourd'hui Rogoznicka en Pologne. A l'entrée, l'inscription *Arbeit macht frei*. Un camp de vingt-quatre mille hommes. L'immatriculation prend des heures. Un jeune Polonais me dit en français : "Ah, vous êtes professeur d'histoire, moi aussi j'ai été étudiant en histoire, mais ici, tout cela est fini !"

Et puis, c'est le travail forcé, la carrière. On voit que l'on est un mauvais ouvrier quand on n'a jamais appris ce qu'est le travail manuel. Ce sont les appels interminables. Une quarantaine a interrompu provisoirement ce déroulement sinistre. Craignant les ravages d'une épidémie, les Allemands ont enfermé les prisonniers dans leurs baraques. A ce moment, nous avons organisé des conférences. Rien de plus touchant que ces causeries impromptues de toute espèce. Pour ma part, j'ai parlé de l'esclavage, montrant que nous vivions un des derniers chapitres de cette histoire terrible. Avec un ami, officier, mort là-bas, nous avions fondé une *Revue d'histoire et de géographie* pour la prospection des champs de bataille ! Elle n'a jamais vu le jour, bien sûr...

Je note comme caractéristique du camp l'inégalité entre les détenus. Dans les camps comme dans les prisons existe une hiérarchie. Il y a ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Il y a ceux qui collaborent, ceci sans nuance péjorative, et parmi eux les médecins. Ce sont les grandes victimes et les grands privilégiés de l'inégalité. Ils soigneront leurs camarades mais ils auront une double gamelle, ce qui les rend odieux aux autres. Il y a aussi l'inégalité dans les prétentions. J'ai rencontré en captivité trois faux professeurs d'université. Ils sont morts tous les trois. L'un d'eux, "professeur de latin", avant de savoir qui j'étais, prétendait avoir remplacé mon père ! Or, les professeurs liégeois atteints par la limite d'âge avaient été prolongés pour éviter des nominations suspectes...

Ce qui était beaucoup plus sympathique, c'était les amitiés qu'on pouvait nouer avec des professeurs, des prêtres, des officiers, tout l'état-major de l'Armée Secrète, des hommes admirables.

Cependant, le camp étouffait sous un couvercle de terreur. On n'y entendait rien des bruits du monde et l'imagination suppléait à l'information. L'absence de nouvelles, en suscitant des bobards, créait la désinformation. Au fond, je crois que c'est l'optimisme insubmersible qui créait les fausses nouvelles les plus étonnantes : déclarations de guerre de tous les pays imaginables à l'Allemagne, suicide de Hitler, enfin tout ce que l'on peut inventer de plus beau et de plus réconfortant !

L'avance des armées russes est réelle pourtant. Le 8 février 45, nous partons pour un voyage affreux qui va durer quatre jours et nous arrivons enfin le 11 février à Dora, près de Nordhausen, aujourd'hui en Allemagne de l'Est. C'est le terrible convoi dont j'ai quelques notions, puisque j'en faisais partie, mais qu'un de mes amis, prisonnier à Dora, - vous voyez, je vous donne mes sources, - m'a décrit beaucoup mieux, parce qu'il était sur place. Il m'a raconté l'arrivée de ce convoi de mourants. L'émotion a été telle dans le camp qu'il en est devenu, pour un jour, presque humain. On ne saluait même plus les S.S. Tout le monde était pressé de donner à boire et à manger à des gens qui allaient mourir. Dora est l'enfer de Buchenwald, avec ses Blocks, ses places d'appel, ses détenus usés par plusieurs mois de captivité. Dora, c'est aussi tout autre chose. Il y avait Dora sur terre et Dora sous terre. Dora, c'est le tunnel, creusé par des prisonniers qui y sont restés souvent. Dora, c'est les armes secrètes de Hitler; cela on le sait bien maintenant. Et Dora survit à la guerre grâce aux V1 et aux V2 qui venaient de là, ceux qui sont tombés ici, à Liège ou ailleurs. Au lendemain de la capitulation allemande, les grands alliés se sont partagés les créateurs des bombes volantes. Werner von Braun, le grand homme de Dora, échappe au tribunal de Nuremberg. Il est devenu Américain, un homme célèbre. Il meurt, chargé d'honneurs, en 1977. C'est le seul grand homme de Dora, mais c'est un criminel de guerre quand même !

Le 29 mars 1945 est pour nous un grand jour dans l'histoire de notre captivité. Ce jour-là, le groupe dont je fais partie est emmené sans explication : les Allemands suppriment les numéros matricules cousus sur nos vestes. La suppression du numéro matricule est quelque chose d'extrêmement grave. Devenus N.N., nous étions déjà séparés du monde, mais nous avions encore une identité, un numéro. Sans numéro, nous ne sommes plus rien. Nous sommes morts civilement. En effet, nous sommes envoyés dans un camp d'extermination : Nordhausen, camp d'extermination reconnu comme tel par tous les historiens de la Déportation. Et là, la guerre nous rejoint, en quelques jours, par des bombardements terribles, les 3 et 4 avril, mardi et mercredi de Pâques. Le second de ces bombardements, pire que le premier, nous délivre des S.S. Nous restons seuls, mais je tiens à dire que je n'ai pas délivré Nordhausen, comme certains racontent qu'ils ont délivré Buchenwald ! Plaisanterie d'ailleurs ! La réalité est plus sordide. Il a fallu attendre, sept jours, pour que, le 11 avril matin, un soldat américain pénètre dans la cave où nous étions et nous dise : *Good day !* C'était la fin de notre aventure et, pour tous, ce devait être la fin des peines et le recommencement des joies. Je me rappelle cependant le mouvement de recul du G.I. lorsque nous l'avons embrassé. Il a eu un petit geste

d'horreur. Je le comprends mieux maintenant, parce que nous étions vraiment de vieux débris ou plutôt de jeunes vieillards; nous avions une odeur de pauvres. Il fallait du courage pour nous accepter !

Quinze jours se passent, du 11 au 27 avril, entre ma libération et mon retour. Je ne parviens pas à décrire exactement ces journées. Je m'y suis essayé, sans succès. Je ne puis que poser quelques jalons. Dans cet état de semi-liberté où nous vivions, certains ne supportaient pas d'être encore dans des caves. Un jeune agent de police liégeois est parti tout seul, au hasard; il n'est jamais revenu; il a probablement été abattu par une patrouille. Un autre n'est pas rentré avec nous parce qu'il était trop faible. J'ai annoncé son retour à sa famille, mais il était mort.

Transporté dans la ville de Nordhausen, à côté du camp, j'ai reçu, un jour, la visite d'un de mes anciens élèves, Maurice Engen, puis celle d'Etienne Hélin, son condisciple, et enfin celle de l'aumônier du 6e Bataillon, le père Scheyven. Celui-ci m'a ramené au camp de Dora où j'ai été opéré d'un phlegmon par un médecin S.S. en uniforme. Mais le médecin était prisonnier; chacun son tour !

Dans le Revier, nous étions soignés aussi bien que possible. A côté de moi, il y avait un garçon dont je ne voyais que les yeux et le bout du nez. Il était enveloppé de bandages. On se parle, comme toujours à l'hôpital. Il m'explique qu'il est soldat allemand, qu'il a été blessé près de Stuttgart et qu'il a été ramené par les Américains dans ce Revier. Il m'intéressait et, poussé par un réflexe d'historien, je lui demande : "Avez-vous fait la campagne de Belgique en 40 ?" Le garçon sourit, comme il pouvait, et il me dit : "J'ai dix-sept ans." En 1940, il n'était même pas mobilisable ! Qu'est-il devenu, je l'ignore.

Enfin, le 27 avril 1945, je suis rentré chez moi, à Tilff, par Paris et Bruxelles.

Je n'ai jamais revu Gross-Rosen, Dora et Nordhausen. Je n'ai pas voulu les revoir. Je voudrais que mes enfants ou mes petits-enfants fassent un jour ce pèlerinage à ma place, le plus tard possible.

De Dora et de Nordhausen, je n'ai rapporté que des témoins muets : mes vêtements de prisonnier et un petit paquet contenant une croix gammée et un quart de métal que j'avais ramassés dans les ruines du camp. Ce sont deux modestes symboles de la captivité et de la libération.

*

* *

Je termine. Je n'ai voulu vous faire ni un cours, ni un discours. J'ai voulu seulement analyser un document déjà vieux, un témoignage qui a quarante ans. Mais je ne puis oublier que je suis un historien et vous avez dû vous en apercevoir.

Vous aurez remarqué que la Belgique occupée et les camps d'Allemagne constituaient deux mondes imperméables. Avant mon arrestation, je ne savais rien des camps. Après ma déportation, je n'ai plus rien su de ce qui se passait au pays.

Ce que je puis dire encore, c'est que, dans cette guerre, je n'ai été qu'une fourmi parmi des millions d'autres, une fourmi qui a failli être écrasée par les bottes allemandes ou sous les ruines du camp de Nordhausen.

Un mot pour finir, pour en finir.

Les camps que j'ai connus n'étaient peut-être pas les plus durs. L'horreur reste atrocement banale. Partout et toujours, elle paralyse la réflexion, quand elle ne bloque pas l'esprit critique. C'est pourquoi, j'ai voulu demeurer en-deçà de l'indicible, afin de ne pas mêler le mélodrame à la tragédie.

Je reviens au prix de la liberté. Ce n'est pas la captivité. La captivité, je voudrais l'avoir montré, n'est pas une distinction, c'est un accident. Le prix de la liberté, c'est la résistance : la résistance à l'inhumain, qu'il s'agisse du nationalisme, du racisme, de l'intolérance ou de la haine. Le prix de la liberté, c'est de toujours résister, dans la paix comme dans la guerre, résister à ce qui menace le minimum de dignité nécessaire à la vie des hommes.

Léon-E. HALKIN,
Professeur émérite de
l'Université de Liège

NOTES

(1) Gembloux, Duculot.

(2) Bruxelles, Ministère de l'Education nationale, Organisation des Etudes, 1985. Il fait suite à un autre dossier : 8 mai 1945.